

L'ESS S'OUVRE À L'INTERNATIONAL

Le 8 octobre 2021, à l'occasion du Sommet Afrique-France de Montpellier, 300 acteurs engagés dans l'Économie sociale et solidaire en Afrique et en Europe, ont participé à une conférence internationale sur le thème "Quels modèles d'ESS pour l'Afrique de demain ?" durant laquelle le Réseau francophone de l'économie sociale et solidaire (RÉFRESS) a été lancé. Annie Séquier-Blanc, co-présidente du RÉFRESS, nous en explique les enjeux.

Le Jas : Le RÉFRESS est la version internationale du Réseau national de l'économie sociale et solidaire (Reness). Quels sont les liens entre les deux réseaux ?

Annie Séquier-Blanc : Il n'y a pas à proprement parler de filiation entre les deux réseaux, mais nous partageons les mêmes valeurs fortes, d'humanisme, de défense de la laïcité, de respect des individus et des communautés. Par ailleurs, la FLEPES *Initiatives*, qui est une faculté libre adhérente du Reness, a déjà des programmes en Afrique. Nous avons donc voulu créer un réseau international à l'image du Reness, qui œuvre plutôt au plan national. Chacun des membres fondateurs avait à l'origine une expérience dans un pays d'Afrique francophone. En ce qui me concerne, j'ai passé quinze ans dans divers pays, pour promouvoir la prévention sanitaire. C'est pourquoi le périmètre choisi a été spontanément axé sur l'Afrique francophone. Vous savez, la francophonie, ce n'est pas que la langue, même si la langue commune est un élément capital. La francophonie, c'est un socle de valeurs humaines, basées sur des droits fondamentaux comme la santé, la justice, l'égalité hommes-femmes, le travail, l'éducation. Toutes ces valeurs ont été rappelées lors du dernier sommet de la Francophonie, à Erevan en 2018.

Le Jas : Quels sont les objectifs de l'économie sociale et solidaire en Afrique ?



A. S-B. : L'Afrique est un continent avec des particularités qui le distinguent de nos pays européens. Ce sont souvent des pays à faibles revenus, avec une population majoritairement jeune, mais soumise à un très fort taux de non-emploi. La protection sociale n'existe quasiment pas, il n'y a pas de couverture pour le chômage, et très peu d'établissements pour accueillir les personnes vulnérables. Les solidarités familiales sont donc toujours sollicitées. Mais de nombreuses mutations sociales sont en marche, à commencer par l'accroissement de l'espérance de vie grâce

aux progrès médicaux et à l'hygiène de vie. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler, elles ont moins d'enfants qu'auparavant, mais dans le même temps, elles ne peuvent plus s'occuper des personnes âgées de leur famille. Il est donc indispensable, en parallèle à la création d'emplois, de créer des services à la personne, d'améliorer les structures de formation et d'enseignement. Or, tout ceci est le fer de lance de l'économie sociale et solidaire, qui représente l'opportunité de générer de la croissance, tout en réduisant les inégalités et en stimulant l'innovation

sociale. À l'heure actuelle, l'ESS est déjà bien développée dans certains pays, comme le Sénégal où il y a même un ministère dédié à l'Économie sociale et solidaire. Dans d'autres pays, comme le Bénin, le Niger, le Togo ou le Mali, elle commence à se développer.

Le Jas : Comment le RÉFRESS envisage-t-il de travailler dans les pays africains ?

A. S-B. : Notre philosophie est de "faire avec" et non pas d'imposer nos recettes. Nous voulons apporter notre soutien à nos partenaires africains dans le respect et la sauvegarde des communautés existantes. En d'autres termes, nous voulons sortir d'un logiciel néo-colonialiste, où on apporterait des projets déjà ficelés. Il faut en finir avec l'idée que l'Afrique n'est pas capable de se développer elle-même. Les Africains peuvent avoir leurs propres réponses, et notre rôle est juste de les accompagner. Certes, ils n'ont pas toujours les infrastructures dont nous disposons dans nos pays, mais ils en ont d'autres. En particulier, le développement d'internet a été là aussi spectaculaire, et aujourd'hui, en dehors de zones blanches, tout le monde a un téléphone portable. Ils ont d'ailleurs développé des applications solidaires qui n'existent pas chez nous, comme l'envoi d'argent par une manipulation simple sur téléphone.

Dans cette période d'après Covid-19, je pense qu'il est nécessaire de promouvoir la coopération, en particulier dans la mise en place des services de base, comme les services à la personne. Comme je l'ai dit, il va falloir penser à des services à la personne pour s'occuper des personnes âgées ou handicapées à domicile. La professionnalisation arrive en Afrique, comme chez nous, à la différence, qu'il n'y a pas beaucoup d'établissements et que ces personnes vivent chez elles ou en famille. Les seuls établissements existant sont des sortes d'"orphelinats pour vieux" (vieux n'étant

Les objectifs du RÉFRESS



• Participer au développement de l'économie sociale et solidaire dans les pays membres et observateurs de

L'Organisation Internationale de la Francophonie

- Valoriser les initiatives et les acteurs qui œuvrent au développement de l'économie sociale et solidaire sur leurs territoires
- Encourager la recherche, l'enseignement, la formation professionnelle et le développement de compétences dans le domaine de l'économie sociale et solidaire
- Promouvoir l'innovation sociale et technologique au service de l'économie sociale et solidaire au sein de l'espace francophone
- Favoriser les échanges d'expériences et de savoirs entre les praticiens de l'économie sociale et solidaire
- Soutenir les membres dans l'accès à des informations et des ressources utiles à leur développement, faciliter la coordination et la coopération entre lesdits membres
- Développer et diffuser les valeurs et les principes de l'économie sociale et solidaire

Contact : Réseau Francophone de l'Économie Sociale et Solidaire, 3, rue des Pins, 34000 Montpellier. Franceinfo@refress.org

pas un terme péjoratif en Afrique), des asiles pour ceux qui n'ont plus de famille. Nous mettons également beaucoup l'accent sur le développement des formations, de l'entrepreneuriat social, et aussi des incubateurs d'entreprises. Nous avons quelques contacts avec les gouvernements concernés, comme avec la ministre togolaise du Développement, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes à qui nous avons bien expliqué qu'on ne venait pas pour imposer nos solutions, mais pour les construire avec eux. Nous avons également des entrées dans les universités nationales, ce qui nous permet d'envisager de développer des formations diplômantes.

Le Jas : Sur quels financements pouvez-vous compter ?

A. S-B. : Il faut bien comprendre que

notre réseau vient tout juste d'être lancé, et que nous sommes dans une phase de construction. Pour le moment, nous n'avons aucun financement, mais nous travaillons dessus. Dans un premier temps, nous mettrons en place un système de cotisations. Nous recherchons également du côté des subventions publiques, en particulier des régions. Mais à l'heure actuelle, nous sommes tous bénévoles ! C'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons pas encore pris de contacts dans tous les pays d'Afrique francophone. En effet, nous pensons qu'il vaut mieux commencer plus humblement, par les pays que nous connaissons déjà bien, pour les accompagner jusqu'au bout des projets de création de formations et d'emplois, sans trop nous disperser. Nous ne voulons pas être partout, mais là où on est, qu'on le fasse bien ! ■